

Dissolution d'Academia Christiana : Darmanin, le petit poucet pousse au crime

Article rédigé par *Liberté politique*, le 12 décembre 2023

En annonçant la dissolution de l'association Academia Christiana, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin confirme une nouvelle atteinte aux libertés politiques en France. Il s'agit de la 36^{ème} dissolution depuis le début de l'ère Macron.

Ce n'est plus seulement une atteinte ponctuelle à la liberté d'association qui est en train de se jouer mais une véritable méthode de gouvernement. La multiplication des dissolutions de structures associatives par l'Etat a de quoi inquiéter et peut conduire à des catastrophes.

En annonçant dimanche 10 décembre dans le média « Brut » son intention de dissoudre l'association *Academia Christiana* dont l'essentiel de l'activité réside dans des activités de formation politique, le ministre Darmanin s'en prend une nouvelle fois à la liberté d'association.

Une dissolution pas très sérieuse

Dissoudre une association est une mesure grave qui implique un travail sérieux en amont. Ici le ministre semble surtout reprocher à des jeunes gens de ne pas se résigner et de s'organiser pour préserver leur mode de vie. En substance, l'entourage du ministre invoque des « appels à la haine et à la discrimination » et se base sur des petits extraits de conférences et de témoignages glanés en 10 ans d'existence sans aucun incident.

En développant un tissu communautaire et en faisant la promotion de valeurs ancestrales, *Academia Christiana* s'est rendu coupable de sortir du rang mais est surtout victime d'un besoin incontinent de communiquer d'un ministre en mal de résultats.

Peut-être tout aussi inquiétant que la décision en elle-même, la justification du ministre sur la chaîne d'information *CNews* lundi matin. [Gérald Darmanin s'est pris les pieds dans le tapis](#) en invoquant des faits reprochés à une autre association dissoute, elle, en août, *Civitas*. *Academia Christiana* a annoncé vouloir contester la mesure du ministre.

Un ministre qui crée les conditions du chaos

C'est la 36^{ème} dissolution opérée sous la présidence Macron. Parmi celles-ci, une a été annulée, elle visait le collectif écologiste de gauche « Les soulèvements de la Terre ». La majorité des dissolutions concernent des organisations de sensibilité nationaliste et identitaire, viennent ensuite les organisations de confession musulmane. A la marge, une association d'extrême gauche a connu ce sort témoignant d'une extrême tolérance institutionnelle à l'endroit de cet hémisphère politique.

Si l'on s'intéresse aux organisations dissoutes, on peut s'interroger sur l'opportunité sécuritaire de recourir à

une telle mesure. La présence d'une association déclarée, ayant donc une existence légale avec des responsables qui doivent rendre des comptes permet un contrôle de l'Etat. Avec les dissolutions, l'Etat pousse des centaines de jeunes militants dans la clandestinité. Déterminés, ils n'abandonneront pas leurs convictions parce qu'un politicien a estimé que leurs valeurs n'étaient pas compatibles avec celles de la République...

En luttant contre une radicalité ordonnée, le ministre créé les conditions d'un extrémisme incontrôlable et chaotique.

Darmanin un échec sécuritaire

Gérald Darmanin, transfuge des Républicains passé dans le camp macroniste, n'en finit plus de communiquer. Depuis qu'il est ministre de l'Intérieur, le terrorisme a fait plusieurs morts parmi lesquels le professeur Samuel Paty en 2020, Dominique Bernard octobre 2023 et plus récemment un touriste allemand à Paris (2 décembre). Dans le volet délinquance et criminalité, la récente affaire Thomas et les émeutes de banlieue de juillet rappellent le bilan désastreux du ministre. On se rappellera également du fiasco de la finale de Coupe d'Europe au Stade de France en 2022...

Très communicant, le ministre Darmanin est pressenti par certains pour succéder à Emmanuel Macron. Son bilan déplorable témoigne pourtant d'une incompétence crasse et ses petites sorties souvent méprisantes et parfois [misogynes](#) montre le visage d'un petit personnage agité et ambitieux.

Accusé de viol, de harcèlement (2017) et d'abus de faiblesse (2018) mais ayant toujours bénéficié de non-lieu et de classement sans suite, Gérald Darmanin se rêve en calife à la place du calife mais ses chances pour 2027 semblent assez limitées. Incapable de rassembler autour de lui, disposant d'un charisme très limité, il devrait s'en tenir au statut de « sparring-partner » pour la prochaine élection lors de laquelle il se ralliera à celui qui aura le plus de chance de l'emporter.

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté Politique